

Néo-colonialisme et corruption : le scandale « Cressida » au Zimbabwe

FIN mars 1989, la Commission d'enquête présidée par le juge Wilson Sandura, président de la Cour suprême du Zimbabwe, soumit son rapport au président Mugabe. Elle s'était penchée sur « les circonstances dans lesquelles des véhicules montés par *Willowvale Motor Industries Ltd* (une entreprise contrôlée par l'État)... avaient été alloués ou livrés à des personnes autres que des vendeurs de voiture, et sur les transactions ultérieures concernant ces voitures ». D'après ses termes de référence, la Commission devait effectuer une enquête publique pour déterminer plus particulièrement s'il y avait eu « des infractions ou des abus de pouvoir, de position ou de privilège en ce qui concerne les prix payés (pour) les voitures ainsi attribuées, l'histoire ultérieure de chacun de ces véhicules ; ... et si les tractations concernant ces véhicules avaient entraîné des infractions à la législation concernant le contrôle des prix ou d'autres lois ou dispositions » concernant l'allocation ou la distribution de véhicules.

Derrière ces termes plutôt prosaïques et légalistes se cache, sous un mélange de tragédie, de comédie et parfois même de farce, le drame politique le plus grave que le Zimbabwe ait connu depuis l'indépendance. Le travail des quatre juristes de la commission a ébranlé la hiérarchie politique de la ZANU (PF) qui, jusque-là, avait

semblé monolithique et inattaquable. Fin avril 1989, Maurice Nyagumbo, l'un des « ancêtres » et membre fondateur de la ZANU (PF), ministre des Affaires politiques, s'était suicidé. Enos Nkala, un autre pilier du parti et son trésorier, qui avait occupé plusieurs postes ministériels importants, avait démissionné de ses charges de ministre de la Défense et de trésorier du parti. Trois autres ministres de la ZANU (PF), Callistus Ndlovu (Industrie et Technologie), Dzingai Mutumbuka (Enseignement supérieur) et Frederick Shava (Affaires politiques), ainsi qu'un gouverneur de province, le sénateur Jacob Mudenda (Matabeleland Nord), avaient également démissionné.

Les faits

Le problème immédiat était le manque de voitures disponibles au Zimbabwe. En 1988, il y avait 2 416 véhicules individuels et camionnettes en vente, alors qu'il en fallait 20 000 à 25 000. En prenant en compte toutes les catégories de véhicules, il en manquait probablement 100 000. Ceci amena une inflation des prix, l'introduction d'une législation concernant leur contrôle et, par conséquent, un marché noir d'une certaine envergure. Il n'y a pas d'industrie automobile au Zimbabwe et la

quasi-totalité des véhicules sont montés localement à partir d'éléments importés, par un établissement contrôlé par l'État connu sous le nom de *Willowvale*. Celui-ci fournit les vendeurs patentés de véhicules et est devenu aussi, depuis les années soixante, le fournisseur direct d'un certain nombre de clients, y compris les ministères. En 1987, sur instruction du gouvernement, on procéda à la création d'une « réserve stratégique » de véhicules, « pour assurer la distribution à des prix normaux de voitures à des entreprises parastatiques, des individus, des firmes et des hauts fonctionnaires dont les services étaient indispensables à l'économie du Zimbabwe ».

Le problème principal, mis en lumière par la Commission Sandura, était le suivant : « dans la plupart des cas, les ministres ont acheté des voitures parce qu'ils en avaient réellement besoin. Dans quelques cas, cependant... des ministres, ayant découvert qu'ils pouvaient tirer des bénéfices substantiels de l'achat et de la vente de voitures, s'en sont procurés auprès de *Willowvale* ou auprès de vendeurs patentés pour les revendre ensuite à des prix excédant largement ceux autorisés par la loi (1). »

Les étudiants et la presse

Un point est à souligner dans cette affaire : le mécontentement populaire provoqué par les abus des « chefs » privilégiés a pu être

(1) L'une des voitures la plus prestigieuses montée par *Willowvale* est la *Toyota Cressida* qui est devenue le symbole de ceux qui « comptent » au Zimbabwe. Lors de l'enquête juridique, la *Cressida* devint l'objet d'un flot de commentaires mordants de la part de l'homme de la rue.

organisé et articulé avec suffisamment de vigueur pour toucher la direction politique (ou du moins une partie de celle-ci) et y trouver un accueil favorable. Ce qui soulève la question importante de « l'espace politique » dont jouissent au Zimbabwe des forces sociales capables de contrôler, ou du moins d'influer sur, l'abus de pouvoir. Avant janvier 1988, cet « espace » semblait se réduire comme peau de chagrin, mais il y avait cependant des indices de l'existence d'une saine tension entre, d'une part, le parti et l'État et, d'autre part, la presse, les syndicats, les étudiants et même les membres du Parlement.

La Commission Sandura, en effet, trouve son origine dans les protestations des étudiants qui, en septembre 1988, organisèrent une manifestation destinée, selon leurs propres dires, à soutenir le Président dans sa lutte contre la corruption au sein du parti. Ils publièrent un « Document anti-corruption » qui dénonçait en termes véhéments les « abus de pouvoir et la corruption » et essayèrent de manifester sur la voie publique. La police intervint en force pour les contenir. Des enseignants et des étudiants furent inquiétés (menaces d'arrestation et de détention), mais aucune accusation valable ne put être formulée et soutenue devant les tribunaux contre ceux qui avaient été arrêtés. Cependant, un enseignant radical kényan de la faculté de Droit (S.B.O. Gutto) fut déporté de façon arbitraire et les dirigeants étudiants, bien que blanchis par les tribunaux, furent privés de leurs bourses jusqu'en février 1989 ; leur ministre, M. Mutumbuka, insistait sur le fait que celles-ci ne seraient versées qu'après l'engagement des étudiants

de s'abstenir à l'avenir de jugements négatifs à l'encontre des leaders politiques. A la veille de la nouvelle année académique, les étudiants se soumièrent finalement à cette demande, avalisant par là les remarques de Mutumbuka au sujet de « leur irresponsabilité et leur indiscipline ». L'ironie de l'histoire est que la Commission Sandura, deux mois plus tard, blâma le ministre pour ses transactions de Cressida.

Il faut également souligner le rôle de la presse dans le scandale Cressida. La Commission Sandura, en effet, rendit un hommage appuyé à M. Nyarota, l'ex-rédacteur en chef du *Chronicle*, et à ses journalistes, « pour l'investigation initiale de cette affaire ». Il est en effet peu probable que l'inquiétude du public concernant la corruption et les abus du pouvoir ait pu dépasser le stade des « rumeurs répétitives » dans lequel elle stagna plusieurs mois sans l'apport des faits concrets mis en lumière par le travail remarquable de Nyarota et de son équipe. *The Chronicle* fut à l'origine de ce qui devait devenir le scandale Cressida. La réponse du public, cependant, a également joué un rôle : partout où le journal était en vente au Zimbabwe, il fallait faire la queue pour se le procurer ! Rendons hommage aussi au gouvernement qui n'a pas essayé de censurer ou l'interdire, bien que l'état d'urgence fut toujours en vigueur. Finalement, le dossier constitué par le journal, mais aussi la mise en garde des étudiants et l'usage judiciaire de questions au Parlement, ont démontré le malaise de l'opinion qui demandait une réponse claire ; celle-ci fut fournie par le président Mugabe quand il décida une enquête publique dirigée par un juge de haut niveau.

La Commission Sandura à l'œuvre

La Commission s'est acquittée de sa tâche avec diligence et de façon très efficace avec le soutien appréciable de la police, hauts fonctionnaires de la presse (plus particulièrement *The Chronicle*) et du public plus généralement. Un élément décisif a été la décision du Président de rendre publiques les séances de la Commission. Par conséquent, des hommes hauts placés, y compris certains qui étaient craints dans tout le pays du fait de leur participation à la lutte nationaliste se sont trouvés obligés, devant une Commission qui était tout à fait « avec le peuple » (du moins avec ceux qui se pressaient tous les jours dans la salle d'audience à Harare), de s'expliquer au sujet des accusations portées contre eux, de faire face à leur cupidité et d'admettre en public leur fragilité humaine. Le culte de l'« immunité » des leaders politiques et des officiels a sa base juridique dans la Rhodésie coloniale où même le meurtre restait impuni. Depuis l'indépendance, le respect traditionnel des anciens et les nécessités de la construction et de la consolidation de la nation ont été invoqués pour renforcer cette idée du Ministre-demi-dieu. L'exemple le plus douloureux en est l'absence totale de réponses aux accusations de violations des Droits de l'homme au Matabeleland entre 1982 et 1985.

Cette mise au pilori en public — car c'est ainsi qu'ils l'on vécu — a été profondément ressentie par quelques ministres, dont le comportement devant la Commission, fut à certains moments proche de l'outrage à la Cour. Le public, à d'autres moments, s'impliquait

presque trop, réagissant par des applaudissements, des sifflements et même des cris contre lesquels le président était obligé de sévir. Comme exercice de « gouvernement transparent », de la part d'un parti solidement rivé au pouvoir et aux commandes, l'événement était exceptionnel. En privé, certains Zimbabwéens ont avancé que cette « humiliation » d'« anciens » allait contre la tradition africaine et que c'était une erreur. Ceux-ci considèrent que le suicide tragique de Maurice Nyagumbo, à la suite de la publication du rapport, confirme leur analyse. Dans ce cadre, il faut noter l'action conciliatrice et « thérapeutique » exercée plus récemment par le gouvernement en accordant la grâce présidentielle à Frederick Shava après sa condamnation et son emprisonnement pour des crimes révélés devant la Commission. Les conséquences ultimes des conclusions de la Commission doivent encore faire leur chemin à travers le système. Une commission Sandura II pour examiner des accusations de fraude dans la distribution de véhicules lourds a été nommée immédiatement après le rapport de la première Commission.

Celle-ci a formulé des conclusions très claires et sans ambiguïté, sur un ton de franchise admirable, aussi bien dans les cas où des abus de pouvoir ont été constatés que dans les cas contraires. Le ministre Nathan Shamuyarira, le lieutenant-général Rugannu Mujuru, commandant en chef de l'armée, et d'autres personnes ont été lavés de tout soupçon par la Commission, ce qui est aussi important que les condamnations qu'elle a formulées, car ceci a opposé un démenti à toutes les rumeurs qui circulaient.

Les termes de références de la Commission ne lui demandaient pas de se prononcer sur les problèmes essentiels qui étaient à la base du scandale. Son rapport, cependant, contient quelques indications intéressantes sur l'idéologie commune, bien que non-formulée, de ses membres. C'est ainsi qu'ils ont hasardé une opinion *obiter dicta* selon laquelle la solution du problème serait de répondre à la demande du marché en ce qui concerne le nombre de véhicules. « La situation... s'aggraverait nécessairement à moins d'une augmentation sensible du nombre de voitures en vente... La solution... dépend donc de la disponibilité de davantage de devises ou de la conclusion de traités de troc convenables. » Cette solution reflète l'opinion constante du secteur commercial privé du pays qui est encore majoritairement blanc.

Conclusions

La Commission Sandura marque une étape dans l'évolution de l'administration publique au Zimbabwe. La ZANU (PF) au pouvoir et les officiels ont été sommés par le Président de se prêter à une enquête minutieuse dans un domaine restreint, mais extrêmement sensible : celui des possibilités d'accumulation privée pour des hommes politiques, élus par les pauvres et les sous-privilegiés, dont la richesse personnelle était insignifiante en termes absolus et certainement négligeable par rapport à celle des « capitaines d'industries » (généralement d'origine européenne ou asiatique) qu'ils sont censés « gouverner » (2). L'événement confirme aussi le statut du président Mugabe qui a opté en toute con-

naissance de cause pour le principe de la responsabilité politique et de la transparence administrative. Un facteur important au cours des mois de fermentation qui ont débouché sur le rapport de la Commission, a été le fait que les Zimbabwéens en tant qu'ensemble démocratique — étudiants, journalistes, syndicalistes, hommes d'église, hommes d'affaires (?), et même le « povo », dont on parle beaucoup mais que l'on ignore le plus souvent — ont été extraordinairement actifs et qu'ils se sont exprimés clairement.

Les critiques concernant la façon dont le gouvernement a traité la contestation des étudiants, la déportation arbitraire d'universitaires radicaux et les menaces contre la liberté de la presse et de l'université, étaient tout à fait justes. Mais le test ultime de la qualité de la politique au Zimbabwe, telle qu'elle s'est révélée à la fin de cet épisode a été que ces critiques n'ont pas seulement été tolérées, mais qu'elles ont été écoutées. C'est à porter au crédit des membres du gouvernement et du parti qui ont soutenu cette prise de position, même si cela était ennuyeux et embarrassant ; c'est à porter au crédit, encore plus, de la maturité et de la détermination démocratiques de certains journalistes, parlementaires, étudiants, et autres Zimbabwéens, jeunes et vieux, à

travers le pays. On est en droit de considérer cela comme un exemple réel de la concrétisation du slogan *a luta continua* dont les « chefs », les étudiants, les universitaires et les journalistes usent et abusent si souvent.

La question primordiale est de savoir si cet « espace démocratique » est une exception ou s'il constitue la règle. Le débat sur l'État à parti unique et le sort de la liberté d'association — élément critique — fourniront des éléments essentiels de la réponse qui va émerger dans les douze mois à venir. L'une des « inconnues » de taille dans cette équation est le rôle de la bourgeoisie zimbabwéenne non-africaine qui domine encore le commerce et l'industrie. Son influence, si influence il y eut, dans la mise sur pied de la Commission Sandura, s'est exercée par le modèle très britannique du « *old boy network* » opérant sans publicité et derrière des portes fermées. Dans quelle mesure ce groupe numériquement réduit, mais riche et puissant, peut-il partager un intérêt commun avec les jeunes, les travailleurs et les paysans du Zimbabwe pour soutenir une liberté d'association qui pourrait être utilisée pour influencer et même contrôler le gouvernement ? Le processus de la Commission Sandura a-t-il été un exemple (inconscient et accidentel) d'un tel phénomène ? Il est difficile de répondre à cette question, mais elle mérite d'être retenue pour examen. Le Zimbabwe est souvent présenté comme un cas unique, mais on peut discerner des éléments de comparaison avec l'Afrique du Sud ; ceci confère une certaine importance à cet aspect — et d'autres d'ailleurs — de Sandura I.

La seule liste des noms des

(2) Il ressort des travaux de la Commission que ceux qui ont fourni les « pommes » pour amener les « chefs » politiques à leur rendre service, ou les instruments pour faire des bénéfices rapides, étaient, à quelques rares exceptions près, des Zimbabwéens d'origine européenne ou asiatique. On peut se demander alors qui sont les plus coupables ? Les « serpents » seront-ils punis aussi sévèrement que les « Adam et Ève » qui ont gâché le paradis du Zimbabwe ?

personnes qui ont dû comparaître devant la Commission et qui ont témoigné devant elle, révèle l'intégration intense d'une société qui comprend aussi bien des hommes politiques que des hommes d'affaires de haut niveau. Elle révèle que les Nyagumbo, les Mutumbuka, les Nkala, et les Shava, agissaient de concert avec des Levy, des Cohen, des Hussein, des Davies, des Markide et des Clarkson. Fait plus fascinant encore, les témoins principaux s'appelaient Van der Merwe, Strydom et Durand. Par une ironie du sort dans le contexte de l'Afrique australe, la Commission, pour se convaincre de l'ampleur réelle des transactions « juteuses » du ministre Mutumbuka, s'est laissée convaincre par le témoignage d'une Mme Botha !

Le président Mugabe, dans son discours à l'occasion de la « journée des Héros », a rendu hommage à ceux qui ont sacrifié leur vie pour libérer le pays, en disant qu'il « n'est pas facile pour nous autres dirigeants de suivre leurs traces de courage, de vaillance, d'honnêteté, de dévouement et de sacrifice ». Il concluait : « *pouvons-nous soumettre, de façon désintéressée, notre volonté à la volonté collective du peuple et œuvrer pour des gains collectifs plu-*

tôt que pour notre intérêt individuel égoïste ? Ne sommes-nous pas en train, en tant que dirigeants, d'agir en contradiction avec nos principes idéologiques socialistes ? Ce sont des questions, camarades et amis, que je soumets pour réflexion à tous les dirigeants de notre ZANU (PF) unifiée. »

Le rapport de la Commission Sandura et la façon dont il a été élaboré nous fournissent des réponses ambivalentes aux questions posées par le président Mugabe. Dans une certaine mesure, on peut y voir l'exemple d'une hiérarchie politique se soumettant à « la volonté collective du peuple ». Mais on peut y voir aussi, bien sûr, la révélation de violations grossières des principes d'honnêteté par des dirigeants importants. Cependant, cet épisode montre avant tout la capacité et la volonté parmi les dirigeants zimbabwéens et autres de regarder la vérité en face et de continuer la lutte pour, comme le disait le président Mugabe, se hisser à la hauteur des héros.

Reginald Austin
Septembre 1989

(Traduit de l'anglais par Robert Buijtenhuijs)